



Commission paritaire pour le secteur francophone et germanophone de l'aide sociale et des soins de santé

3320040 Etablissements subventionnés par la commission Communauté germanophone

Convention collective de travail du 31 mai 2013 (115715).....	2
Kollektives Arbeitsabkommen vom 31. Mai 2013 (115715)	7



Convention collective de travail du 31 mai 2013 (115715)

Revalorisation barémique en application de l'accord-cadre du 19 mai 2011 en Communauté germanophone

Préambule :

Les barèmes applicables en Communauté germanophone ont été relevés successivement par les accords pour le non-marchand 2001-2006 et 2006-2009.

Pour les secteurs relevant de la commission paritaire, ces dispositions ont été concrétisées par la convention collective de travail du 3 mai 2002 (référence : 63395/CO/305.02 - arrêté royal du 17 juin 2003) et la convention du 24 mars 2010 (référence : 99911/CO/332 - arrêté royal du 5 décembre 2012).

La présente convention vise l'application du nouvel accord-cadre 2011-2014 du 19 mai 2011.

CHAPITRE Ier. Champ d'application

Article 1er. La présente convention collective de travail s'applique aux travailleurs et aux employeurs des institutions et services agréés et/ou subventionnés en Communauté germanophone qui ressortissent à la Commission paritaire pour le secteur francophone et germanophone de l'aide sociale et des soins de santé.

Il y a lieu d'entendre par "travailleur" : le personnel ouvrier et employé masculin et féminin.

Art. 2. La présente convention collective de travail donne exécution de l'accord-cadre 2011-2014 du 19 mai 2011 pour le secteur non-marchand germanophone et plus particulièrement les dispositions barémiques prévues à partir de l'année 2013.

Art. 3. Les dispositions de la présente convention collective de travail fixent les règles applicables à tous les travailleurs et ne visent qu'à déterminer les rémunérations minimales laissant aux parties la liberté de convenir de conditions plus avantageuses.

Elles ne peuvent porter atteinte aux dispositions plus favorables aux travailleurs là où semblable situation existe.

Art. 4. Les parties conviennent explicitement que les avantages accordés par la présente convention collective de travail ne seront effectivement octroyés aux travailleurs que pour autant que les travailleurs ressortissent du fait de leurs activités à la compétence de la Communauté germanophone et que le Gouvernement de la Communauté germanophone exécute intégralement en ce qui le concerne l'accord précité et octroie les moyens de le réaliser.

CHAPITRE II. Classification



Art. 5. L'énumération des fonctions rangées dans les différentes catégories fixées ci-après doit être considérée comme non limitative.

A. Travailleurs fournissant généralement un travail d'ordre manuel

Art. 6. Les travailleurs (h/f) dont l'occupation est de caractère principalement manuel sont repris en deux catégories définies ci-après :

1. Ouvrier d'entretien : Ouvrier non-qualifié et travailleur avec expérience professionnelle, sans diplôme de fin d'études ou attestation d'études.

2. Premier ouvrier spécialisé :

- Ouvrier qualifié et titulaire d'un diplôme de fin d'études ou d'une attestation d'études (attestant de la réussite des études) de l'enseignement secondaire supérieur, formation technique ou professionnelle, ou d'un certificat de fin d'apprentissage dans les Classes moyennes (Gesellenbrief) ou d'un certificat de praticien dans les Classes moyennes (Praktikerzertifikat) avec trois années d'expérience professionnelle dans le domaine.

- Ouvrier d'entretien qualifié aux aptitudes correspondantes et justifiant d'une expérience utile d'au moins 5 ans dans le domaine et acquise dans son propre service ou justifiant d'une expérience utile d'au moins 10 ans dans le domaine.

B. Travailleurs fournissant généralement un travail d'ordre intellectuel

Art. 7. Le personnel administratif (h/f) est réparti en quatre catégories définies ci-après :

1. Agent administratif : titulaire d'un diplôme de fin d'études ou d'une attestation d'études de l'enseignement secondaire inférieur, formation générale ou technique.

2. Rédacteur : titulaire d'un diplôme de fin d'études ou d'une attestation d'études de l'enseignement secondaire supérieur, formation générale ou technique ou d'une attestation délivrée par l'Office de l'emploi à l'issue d'une formation d'employé de bureau polyvalent suivie avec fruit ou titulaire d'un certificat de fin d'apprentissage (Gesellenbrief) en lien avec la fonction.

3. Comptable 2ème classe : titulaire d'un diplôme de fin d'études ou d'une attestation d'études de l'enseignement secondaire supérieur, formation générale ou technique, obtenu dans une section commerciale ou d'une attestation de réussite délivrée par l'Office de l'emploi à l'issue d'une formation d'aide-comptable suivie avec fruit ou d'un certificat de fin d'apprentissage (Gesellenbrief) en tant que comptable.

4. Comptable détenteur d'un titre de bachelier.

Art. 8. Le personnel psycho-médico-social (h/f) est réparti selon les sept catégories suivantes :

1. Educateur Classe III titulaire d'un des titres suivants :



- diplôme ou certificat de l'enseignement secondaire inférieur, formation générale ou technique;

- brevet, certificat ou attestation d'études de l'enseignement secondaire supérieur professionnel (terminé avec fruit);

- les puéricultrices, aides-familiales et -soignantes, garde-malades, titulaires non du titre qualifiant mais d'un brevet de puériculture, brevet d'aide-familiale ou sanitaire ou certificat de qualification d'aide-familiale ou - soignante; certificat de garde-malades ou brevet d'employé hospitalier ou brevet d'assistant en soins hospitaliers.

2. Educateur Classe II B : titulaire d'un diplôme de fin d'études ou d'une attestation d'études de l'enseignement secondaire supérieur, formation générale ou technique.

3. Puéricultrice, aide-familiale et aide-soignante ou aide familiale et seniors : titulaire d'un diplôme, d'un certificat, d'un brevet ou d'une attestation octroyant l'un de ces titres professionnels ou autre formation spécifique donnant accès à la fonction.

4. Educateur Classe II A : titulaire d'un des diplômes suivants :

- diplôme de fin d'études ou attestation d'études de l'enseignement secondaire supérieur dans les sections pédagogie, sciences sociales ou paramédicales;

- brevet d'infirmier;

- diplôme équivalent obtenu dans lesdites sections par le biais d'une fonction continuée ou d'une formation supplémentaire.

5. Infirmier A2 : titulaire d'un brevet d'infirmier.

6. Educateur Classe I : titulaire d'un diplôme de fin d'études ou d'une attestation d'études de l'enseignement supérieur de type court, de plein exercice ou de promotion sociale de type court obtenu dans les sections pédagogie, psychologie, sciences sociales ou paramédicales.

7. Assistant social, gradué en kinésithérapie, en logopédie, ergothérapeute, assistant en psychologie, infirmier gradué A1, gradué en psychomotricité : titulaire d'un graduat octroyant l'un de ces titres professionnels, graduat en psychomotricité, titulaire d'un graduat attestant cette spécialisation; éducateur classe I en charge de coordination.

Art. 9. Le personnel dirigeant (h/f) est réparti selon les trois catégories suivantes :

1. Directeur ou responsable : titulaire d'un des titres requis du niveau graduat (tels que prévus dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté germanophone du 22 juin 2001, modifié par l'arrêté du 23 décembre 2008).



2. Psychologue, psycho-pédagogue, kinésithérapeute, logopédiste, sociologue : titulaire d'un diplôme universitaire octroyant ce titre professionnel.

3. Directeur - Licencié - master : titulaire d'un des titres requis de niveau universitaire (tels que prévus dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté germanophone du 22 juin 2001, modifié par l'arrêté du 23 décembre 2008; à savoir titre de licencié en psychologie, pédagogie, kinésithérapie, logopédie, sociologie).

Art. 10. Mesures transitoires

Pour le personnel en place au 31 décembre 2000 et dont le niveau de qualification est inférieur à celui exigé ci-dessus, des assimilations à des niveaux supérieurs pourront être accordées, pour autant qu'une expérience professionnelle utile exceptionnelle soit acquise.

CHAPITRE III. *Harmonisation*

Art. 11. A partir du 1er janvier 2013, les parties conviennent d'appliquer les barèmes mentionnés en annexe de la présente convention collective de travail, pour autant qu'ils ne portent pas préjudice à des dispositions meilleures là où elles existent.

Art. 12. Pour l'application de la présente convention collective de travail, on entend par "fonctions de référence" : les fonctions de la Sous-commission paritaire pour les hôpitaux privés, équivalentes aux fonctions dans la présente convention collective de travail selon le tableau suivant :

Fonction	Référence aux barèmes repris en annexe	Fonction de référence en SCP
Ouvrier d'entretien	2	1.14
Premier ouvrier spécialisé	3	1.26
Agent administratif	4	1.26
Rédacteur	5	1.50
Comptable 2ème classe	6	1.31
Éducateur classe III	7	1.26
Éducateur classe II B	8	1.40 - 1.57
Puéricultrice, aide familiale et aide soignante ou aide familiale et seniors	9	1.35
Éducateur classe II A	10	1.40 - 1.57
Infirmier A2	11	1.43 - 1.55
Éducateur classe I	12	1.55 - 1.61 - 1.77



Assistant social, gradué en kinésithérapie, logopédie, ergothérapie, assistant en psychologie, infirmier gradué A1, gradué en psychomotricité, comptable détenteur d'un titre de	13	1.55 - 1.61 - 1.77
Directeur/responsable	14	1.78
Psychologue, psycho-pédagogue, kinésithérapeute,	15	1.80
Directeur - licencié - master	16	1.87

Art. 13. Les parties conviennent d'œuvrer afin d'aligner progressivement les barèmes repris en annexe à la présente convention collective de travail sur les barèmes des fonctions de référence équivalentes dont question à l'article précédent.

Art. 14. En dérogation à la convention collective de travail du 21 novembre 2008 relative à l'indexation, toutes les rémunérations prévues dans la présente convention collective de travail sont liées à l'indice des prix à la consommation du Royaume, conformément aux modalités fixées par la loi du 1er mars 1977, organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses dans le secteur public.

Les barèmes repris en annexe sont exprimés d'une part à 100 p.c. et d'autre part au coefficient de liquidation en vigueur au moment de leur application ou de la conclusion de la présente convention collective à savoir 1,6084 en liaison à l'indice-pivot 119,62 (base 2004 = 100) d'application à partir du 1er janvier 2013.

Le salaire horaire indexé est égal à la rémunération annuelle indexée divisée par 1976 (régime de 38 heures/semaine, sur 52 semaines). Le salaire horaire indexé est calculé en tenant compte des centièmes, sans aucun arrondi.

CHAPITRE V. *Dispositions finales*

Art. 21. A compter de sa signature, la présente convention remplace, dans les limites du champ d'application défini à l'article 1er, la convention du 24 mars 2010, enregistrée sous le numéro 99911/CO/332.

Art. 22. La présente convention collective de travail est conclue pour une durée indéterminée et entre en vigueur le 1er janvier 2013.



Kollektives Arbeitsabkommen vom 31. Mai 2013 (115715)

Aufwertung der Lohntabellen in Anwendung des Rahmenabkommens vom 19. Mai 2011 in der Deutschsprachigen Gemeinschaft

Vorwort :

Die in der Deutschsprachigen Gemeinschaft anwendbaren Lohntabellen wurden aufeinanderfolgend durch die Abkommen für den nicht-kommerziellen Sektor 2001 -2006 und 2006 - 2009 erhöht.

Für die Sektoren, die zur paritätischen Kommission gehören, wurden diese Bestimmungen im kollektiven Arbeitsabkommen vom 3. Mai 2002. (Ref. : 63395/C0/305.02 – KE vom 17. Juni 2003) und im kollektiven Arbeitsabkommen vom 24 März 2010 (Ref. : 99911/C0/332 - KE vom 5. Dezember 2012) verwirklicht.

Dieses kollektive Arbeitsabkommen regelt die Anwendung des neuen Rahmenabkommens 2011-2014 vom 19. Mai 2011.

KAPITEL I. Anwendungsbereich

Artikel 1. Das vorliegende kollektive Arbeitsabkommen ist anwendbar auf die Arbeitnehmer und Arbeitgeber der anerkannten und/oder bezuschussten Einrichtungen in der Deutschsprachigen Gemeinschaft, die der paritätischen Kommission für den französischsprachigen und den deutschsprachigen Sozialhilfe- und Gesundheitspflegebereich unterliegen.

Als "Arbeitnehmer" ist das männliche und weibliche Arbeiter- und Angestelltenpersonal zu verstehen.

Art. 2. Vorliegendes kollektive Arbeitsabkommen bringt das Rahmenabkommen 2011-2014 vom 19 Mai 2011 für den nicht-kommerziellen Sektor der Deutschsprachigen Gemeinschaft zur Ausführung, insbesondere die Lohnanpassungen ab 2013.

Art. 3. Die Bestimmungen des vorliegenden kollektiven Arbeitsabkommens legen die für alle Arbeitnehmer geltenden Regeln fest und haben lediglich zum Ziel die Mindestlöhne zu bestimmen, wobei den Parteien die Freiheit gelassen wird günstigere Bedingungen zu vereinbaren.

Sie können günstigere Bestimmungen für die Arbeitnehmer, dort wo eine solche Situation existiert, nicht antasten.

Art. 4. Die Parteien vereinbaren ausdrücklich, dass die durch vorliegendes kollektive Arbeitsabkommen gewährten Vorteile den Arbeitnehmern nur gegeben werden, indem die



Arbeitnehmer aufgrund ihren Aktivitäten dem Befugnis der Deutschsprachigen Gemeinschaft unterliegen, und indem die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft integral ihren Verpflichtungen des Abkommens nachkommt und hierzu die nötigen Mittel zur Verfügung stellt.

KAPITEL II. *Berufseinstufung*

Art. 5. Die folgende Aufzählung der Funktionen in den einzelnen Berufskategorien ist nicht als begrenzt anzusehen

A. Arbeitnehmer, die gewöhnlich eine Arbeit manueller Art leisten

Art. 6. Die Arbeitnehmer (m/f), deren Beschäftigung hauptsächlich manueller Art ist, werden in zwei Kategorien aufgeteilt, die nachstehend definiert werden :

1. Unterhaltsarbeiter : Arbeiter ohne Qualifizierung; Arbeiter mit Berufserfahrung ohne Abschlussdiplom oder Abgangsbescheinigung.

2. Erster Facharbeiter :

- Geschulte Arbeiter mit Abschlussdiplom oder Abgangsbescheinigung der oberen Sekundarstufe - technische oder berufliche Ausbildung, aus der hervorgeht, dass der Studiengang bestanden wurde oder Gesellenbrief der mittelständischen Ausbildung oder Inhaber eines Praktikerzertifikats der mittelständischen Ausbildung mit dreijähriger einschlägiger Berufserfahrung;

- Geschulte Unterhaltsarbeiter mit entsprechender Eignung und mindestens 5 Jahren innerbetrieblicher einschlägiger Erfahrung oder 10 Jahren einschlägiger Berufserfahrung.

B. Arbeitnehmer die gewöhnlich eine Arbeit intellektueller Art leisten

Art. 7. Das Verwaltungspersonal (m/f), wird in vier Kategorien, die nachstehend definiert werden, aufgeteilt :

1. Verwaltungskraft : Inhaber eines Abschlussdiploms oder einer Abgangsbescheinigung der unteren Sekundarstufe der allgemeinen oder technischen Ausbildung.

2. Sachbearbeiter : Inhaber eines Abschlussdiploms oder einer Abgangsbescheinigung der oberen Sekundarstufe der allgemeinen oder technischen Ausbildung sowie erfolgreiche Teilnehmer an den Ausbildungsgängen des Arbeitsamtes zur polyvalenten Bürokräft sowie Inhaber des Gesellenbriefes in Verhältnis zur Funktion.

3. Buchhalter Klasse 2 : Inhaber eines Abschlussdiploms oder einer Abgangsbescheinigung der oberen Sekundarstufe der allgemeinen oder technischen Ausbildung, Fachrichtung Handel sowie erfolgreiche Teilnehmer an der Ausbildung des Arbeitsamtes mit Bescheinigung zum Hilfsbuchhalter sowie Inhaber eines Gesellenbriefes als Buchhalter.



4. Buchhalter mit Bachelorabschluss.

Art. 8. Das psycho-medizinisch-soziale Personal (m/f), wird in sieben Kategorien, die nachstehend definiert werden, aufgeteilt :

1. Erzieher der Klasse III, Inhaber einer der folgenden Titel :

- Diplom oder Zertifikat der unteren Sekundarstufe der allgemeinen oder technischen Ausbildung;

- Brevet, Zertifikat oder Abgangsbescheinigung der oberen beruflichen Sekundarstufe, mit Erfolg beendet;

- sowie Kinderpfleger, Familien- und Sanitätshelfer und Krankenwärter die Inhaber sind eines der folgenden Titel: Brevet der Kinderpfleger, Brevet der Familien- und Sanitätshilfe, Zertifikat der Qualifizierung zum Familien- und Sanitätsassistenten, Zertifikat für Krankenwärter oder Brevet Krankenhausangestellte oder Brevet Assistent der Krankenhauspflege.

2. Erzieher der Klasse II B : Inhaber eines Abschlussdiploms oder einer Abgangsbescheinigung der oberen Sekundarstufe der allgemeinen oder technischen Ausbildung.

3. Kinderpfleger, Familien- und Sanitätshelfer, bzw. Familien- und Seniorenhelfer : Inhaber eines Diploms, Brevets oder einer Bescheinigung welches einen dieser Berufstitel verleiht oder einer spezifischen Ausbildung, die den Zugang zu der Funktion ermöglicht.

4. Erzieher der Klasse II A, Inhaber :

- eines Abschlussdiploms oder einer Abgangsbescheinigung der oberen Sekundarstufe in den Fachrichtungen Pädagogik, Soziales oder Paramedizin;

- eines Krankenpflegebrevet;

- oder eines über Fortbildung oder Zusatzausbildung erhaltenen gleichwertigen Diploms in den angegebenen Fachrichtungen.

5. Krankenpfleger A2, Inhaber eines Krankenpflegebrevets.

6. Erzieher Klasse I : Inhaber eines Abschlussdiploms oder einer Abgangsbescheinigung des Hochschulwesens, mindestens Vollzeitunterrichts des kurzen Zyklus, bzw. des Fortbildungsunterrichtes kurzen Zyklus der Fachrichtung Pädagogik, Psychologie, Soziales oder Paramedizin.

7. Sozialassistent, Graduat in Kinesiotherapie, Graduat in Logopädie, Ergotherapeut, Assistent in Psychologie, graduerter Krankenpfleger AI, Graduat in Psychomotorik : Inhaber eines Graduats welches einen dieser Titel verleiht, bzw. für Graduat in



Psychomotorik, Inhaber eines Graduats, welches diese Spezialisierung bescheinigt, mit Koordinierung beauftragter Erzieher Klasse I.

Art. 9. Das leitende Personal (m/f) wird in drei Kategorien aufgeteilt :

1. Leiter, bzw. Verantwortlicher : Inhaber einer der vorgesehenen Graduattitel (wie im Erlass der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft vom 22. Juni 2001, abgeändert durch den Erlass vom 23. Dezember 2008, bestimmt).

2. Lizentiat in Psychologie, Pädagogik, Kinesiotherapie, Logopädie, Soziologie : Inhaber eines universitären Diploms welches einen dieser Titel verleiht.

3. Leiter/ Lizentiat - Master : Inhaber einer der vorgesehenen Universitätstitel (wie im Erlass der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft vom 22. Juni 2001, abgeändert durch den Erlass vom 23. Dezember 2008, bestimmt: Lizentiat in Psychologie, Pädagogik, Kinesiotherapie, Logopädie, Soziologie).

Art. 10. Übergangsbestimmungen : Personal, das am 31. Dezember 2000 eingestellt war und dessen Qualifikation niedriger ist, als das jeweils oben angeführte, kann, insofern eine nützliche außergewöhnliche berufliche Erfahrung nachgewiesen wird, auf einem höheren Niveau gleichgestellt werden.

KAPITEL III. *Harmonisierung*

Art. 11. Ab dem 1. Januar 2013 vereinbaren die Parteien die Lohntabellen anzuwenden wie sie im Anhang des vorliegenden kollektiven Arbeitsabkommens angeführt sind, insofern sie bessere Bestimmungen, da wo sie bestehen, nicht beeinträchtigen.

Art. 12. Für die Anwendung vorliegenden kollektiven Arbeitsabkommens, versteht man unter „Referenzfunktionen“: diejenigen Funktionen der paritätischen Unterkommission für die Privatkrankehäuser, die den in der vorliegenden Vereinbarung berücksichtigten Funktionen gleichwertig sind, entsprechend folgender Tabelle :

Funktion	Lohntabelle im Anhang	Referenzfunktion der PUK 305.01 – nicht
Unterhaltsarbeiter	2	1.14
Erster Facharbeiter	3	1.26
Verwaltungskraft	4	1.26
Sachbearbeiter	5	1.50
Buchhalter 2. Klasse	6	1.31
Erzieher Klasse III	7	1.26
Erzieher Klasse II B	8	1.40 - 1.57
Kinderpfleger, Familien- und Sanitätshelfer, Familien- und Seniorenhelfer	9	1.35



Erzieher Klasse II A	10	1.40 - 1.57
Krankenpfleger A2	11	1.43 - 1.55
Erzieher Klasse I	12	1.55 - 1.61 -
Sozialarbeiter, Graduat in Kinesiotherapie, Logopädie, Ergotherapie, Assistent in Psychologie, Krankenpfleger A1, Graduat in Psychomotorik; Buchhalter mit Bachelorabschluss	13	1.55 - 1.61 - 1.77
Leiter / Verantwortlicher	14	1.87
Lizentiat in Psychologie, Pädagogik, Kinesiotherapie, Logopädie, Soziologie	15	1.80
Leiter - Lizentiat – Master	16	1.87

Art. 13. Die Parteien vereinbaren sich stark zu machen für die schrittweise Anpassung der im Anhang des vorliegenden kollektiven Arbeitsabkommens angehängten Tabellen an die gleichwertigen Referenzfunktionen, wie im vorherigen Artikel bezeichnet.

Art. 14. In Abweichung vom kollektiven Arbeitsabkommen vom 21. November 2008 bezüglich der Indexierung der Gehälter sind alle im vorliegenden kollektiven Arbeitsabkommen vorgesehenen Entlohnungen gebunden an den Verbraucherindex des Königreichs, in Übereinstimmung mit den Modalitäten wie sie im Gesetz vom 1. März 1977 zur Einführung einer Regelung zur Kopplung gewisser Ausgaben im öffentlichen Sektor an den Verbraucherpreisindex des Königreichs.

Die im Anhang berücksichtigten Lohntabellen sind zu 100 Prozent angeführt und entsprechen dem bei deren Anwendung oder bei dem Abschluss dieses kollektiven Arbeitsabkommens gültigen Auszahlungskoeffizienten, d.h. 1,6084 an den Schwellenindex 119,62 (Basis 2004 = 100) gültig ab 1. Januar 2013.

Der indexgebundene Stundenlohn entspricht dem indexierten Jahreseinkommen geteilt durch 1976 (Arbeitsregime 38 Stunden/Woche, vermehrt mit 52). Der indexierte Stundenlohn wird festgelegt mit Berücksichtigung der Hundertstel, ohne Aufrundung.

KAPITEL V. *Schlussbestimmungen*

Art. 21. Sobald dieses kollektive Arbeitsabkommen unterzeichnet wird, ersetzt es im Rahmen des im Artikel 1 bestimmten Anwendungsbereichs das kollektive Arbeitsabkommen vom 24. März 2010 (eingetragen unter der Nummer 99911/CO/332).

Art. 22. Das vorliegende kollektive Arbeitsabkommen wird auf unbestimmte Zeit abgeschlossen, und tritt am 1. Januar 2013 in Kraft.